

l'envoi par le président Khrouchtchev d'un message qui révélait, au-delà de tout doute, dans quelle mesure le communisme international est prêt à consolider l'emprise qu'il a sur Cuba, tête de pont d'où il pourrait pénétrer dans toute l'Amérique latine.

Il n'est que trop clair maintenant, que la situation à Cuba est beaucoup plus que le prolongement de la révolution interne, qui a éclaté à l'origine et qui était, dans une large mesure, l'expression des légitimes aspirations sociales et économiques de la population. Cuba, comme tant d'autres petits pays sans défense, est devenu le point de mire de la lutte idéologique qui s'étend peu à peu à toutes les parties du monde. Nous ne pouvons rester indifférents devant ce nouveau danger qui touche l'hémisphère dans laquelle nous vivons.

Ce pays est victime du caractère international qu'a pris la révolution dans laquelle il s'était engagé. Au cours de ce processus, les intérêts de la population cubaine ont été subordonnés au jeu de forces extérieures auxquelles les Cubains ne peuvent rien. Les libertés civiles sont encore amoindries, au nom de la sécurité nationale, et les représailles arbitraires tiennent lieu de justice. Ce sont là des manifestations de dictature qui répugnent à tous les hommes libres.

Toute menace à la paix de notre hémisphère nous touche, au Canada. Nous n'avons ni les moyens, ni l'intention d'intervenir. Ce que nous espérons de tout cœur pour Cuba, ce sont des conditions stables, qui permettront à ce pays de se développer en paix et de vivre, libre de toutes pressions extérieures, en tant qu'associé capable de fournir un apport positif aux nations de l'hémisphère occidental.

Le chef de l'opposition n'ignore pas que l'affaire est devant les Nations Unies. Sept pays de l'Amérique latine ont proposé une résolution en vue d'arriver le plus tôt possible au rétablissement de relations pacifiques en soumettant l'affaire, dans ses divers aspects, à l'Organisation des États américains.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, la réponse du premier ministre, que nous apprécions à sa valeur, me porte à poser une question supplémentaire. Étant donné l'angoisse et l'inquiétude manifestées tant au Canada qu'en Grande-Bretagne, en Amérique du Sud et ailleurs devant la menace que la situation actuelle à Cuba fait peser sur la paix mondiale, est-ce que le gouvernement ne s'emploiera pas par tous les moyens à convaincre le gouvernement des États-Unis qu'il faut faire immédiatement tout ce qui est possible dans l'intérêt de la paix et recourir aux Nations Unies pour aider

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

et favoriser l'établissement d'institutions démocratiques à Cuba et la stabilité économique de ce pays?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, il y a fort peu de choses que je pourrais ajouter à ce que j'ai déjà dit. Je dirais cependant que ce matin le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rencontré avec M. Adlai Stevenson, ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies, et qu'il a discuté cette question avec lui dans toutes ses ramifications et répercussions. Je ne pense pas pouvoir aller plus loin.

LE LAOS—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU
SUJET DE LA SITUATION

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, le premier ministre, qui vient de nous parler d'un des endroits où la situation mondiale se gâte, pourrait-il maintenant nous dire où en sont les choses au Laos, surtout depuis la note douteuse que la Russie a fait parvenir au gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la Chambre me permettra d'abord de souhaiter la bienvenue à l'honorable député. La Chambre perd de son cachet quand elle ne peut compter sur sa haute habileté à poser des questions.

En ce qui concerne le Laos, la réponse de l'URSS, comme l'a dit l'honorable député, est de nature à laisser planer un doute sur la ligne de conduite qui sera adoptée au Laos. Cependant les vues soviétiques sur une trêve au Laos, sur le rétablissement de la commission internationale de surveillance et sur la convocation d'une conférence pour étudier le règlement de la situation ont été communiqués à l'ambassadeur du Royaume-Uni à Moscou le 16 avril. Mais, vu que ni le gouvernement soviétique ni le gouvernement du Royaume-Uni ne les ont fait connaître publiquement, il y a bien peu à dire. Ces vues font l'objet d'examen par les gouvernements intéressés. Les dernières communications ne précisent pas nettement la position du gouvernement soviétique. Aussi faudra-t-il attendre d'autres consultations et d'autres échanges de notes avant de voir se préciser un plan défini pour la négociation d'un règlement.

OTTAWA—MEUTRE DU PREMIER SECRÉTAIRE DU
HAUT COMMISSAIRE DE L'INDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): J'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Le ministre a-t-il des renseignements